

Le Premier ministre sortant Robert Fico arrive en tête mais sans majorité aux élections législatives slovaques

Corinne Deloy

Résumé :

Direction-Démocratie sociale (SMER-SD), dirigée par le Premier ministre sortant Robert Fico, est arrivée en tête des élections législatives le 5 mars en Slovaquie, mais sans obtenir de majorité. Il a recueilli 28,28% des suffrages et remporté 49 des 150 sièges (- 34 par rapport au scrutin législatif du 10 mars 2012) du Conseil national de la République (Narodna rada Slovenskej republiky), chambre unique du Parlement.

Résultats

Liberté et solidarité (Sloboda a Solidarita, SaS), parti libéral conduit par Richard Sulik, est arrivé en 2e position avec 12,1% (21 sièges, + 10), suivi par le Parti des gens ordinaires et des personnalités indépendantes (OL'aNO), dirigé par Igor Matovic, et NOVA, parti libéral conduit par Daniel Lipsic, qui se présentaient ensemble et qui ont obtenu 11,02% et 19 sièges. L'extrême droite a fait une percée puisque le Parti national (SNS), conduit par Andrej Danko, a pris la 4e place avec 8,64% et retrouve donc les bancs du Parlement avec 15 sièges (+ 15) et qu'un autre parti d'extrême droite nationaliste, le Parti populaire Notre Slovaquie (ĽSNS) de l'actuel président de la région de Banska Bystrica Marian Kotleba, a fait son entrée au parlement avec 8,04% (14 sièges). Les deux partis ne sont cependant pas

proches. « *La politique menée par Marian Kotleba appartient au siècle dernier* » a d'ailleurs déclaré Andrej Danko.

SME-Rodina (Nous sommes une famille), parti populiste de Boris Kollar, a recueilli 6,62% (11 sièges) et Most-Hid (qui signifie « pont »), parti libéral conduit par Bela Burgar, a obtenu 6,50% des suffrages et 11 sièges (- 2). Enfin, SIET (Réseau), parti centriste récemment fondé par Radoslav Prochazka, a recueilli 5,60% et 10 sièges.

Au total, 8 partis seront représentés au Parlement qui sera donc particulièrement fragmenté.

La participation a été quasiment équivalente à celle enregistrée lors du précédent scrutin législatif du 10 mars 2012 et s'est élevée à 59,82% (+ 0,71 point).

Résultats des élections législatives du 5 mars 2016 en Slovaquie

Participation : 59,82%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges
Direction-Démocratie sociale (SMER-SD)	737 481	28,28	49
Liberté et solidarité (SaS)	315 558	12,10	21
Parti des gens ordinaires et des personnalités indépendantes (OL'aNO)-NOVA	287 611	11,02	19
Parti national slovaque (SNS)	225 386	8,64	15
Parti populaire Notre Slovaquie (ĽSNS)	209 779	8,04	14
SME-Rodina	172 860	6,62	11
Most-Hid	169 593	6,50	11
SIET (Réseau)	146 205	5,60	10
Autres	108 874	4	0

Source : <https://volbysr.sk/en/data02p.html>**QUELLE COALITION GOUVERNEMENTALE ?**

Dès l'annonce des résultats, le Premier ministre sortant Robert Fico a laissé transparaître sa déception et indiqué qu'il avait espéré un résultat « *de 4 ou 5 points supérieur, soit autour de 33%* » et annoncé que les négociations pour former le prochain gouvernement seraient longues. « *Nous commençons de premières négociations. Elles montreront s'il existe des partenaires pour créer un gouvernement raisonnable. Nous sommes un parti de valeurs, nous avons des principes. C'est pourquoi je parle d'un gouvernement raisonnable* » a-t-il déclaré, ajoutant « *Nous n'avons jamais exclu aucun parti de nos négociations* » et qu'il fallait « *tout faire pour éviter la tenue d'élections législatives anticipées* ».

Il pourrait choisir de s'allier avec le Parti national (SNS), comme il l'avait déjà fait à l'issue des élections législatives du 17 juin 2006. Il cherchera à éviter de se retrouver dans la situation de 12 juin 2010 où son parti SMER-SD était arrivé en tête, mais n'avait pu former de coalition gouvernementale et avait donc dû rejoindre les rangs de l'opposition.

« *SMER-SD cherchera à isoler les partis extrémistes. Robert Fico doit prendre des distances à l'égard de Marian Kotleba et du Parti national. Il choisira soigneusement et péniblement ceux qui voudront le rejoindre* » a souligné

Samuel Abraham, recteur de Bratislava International School of Liberal Arts, qui voit dans SIET, Most-Hid et SaS des partenaires possibles pour le Premier ministre sortant. De son côté, le dirigeant de SaS, Richard Sulik, a affirmé que son parti ne participerait en aucun cas à une coalition avec SMER-SD et s'est dit prêt à tenter de former un gouvernement, en cas d'échec des négociations conduites par Robert Fico. « *Robert Fico aura besoin d'au moins 2 ou 3 partenaires pour former un gouvernement. Il faudrait une alliance de 6 partis du centre et de droite pour que l'opposition actuelle puisse faire de même* » a indiqué Abel Ravasz, sociologue politique.

LA SITUATION SLOVAQUE

La Slovaquie possède une croissance économique élevée (3,5% en 2015 et 3,2% prévue en 2016 et 3,3% en 2017), une dette publique faible (53% du PIB, l'un des taux les plus bas de l'Union européenne et un taux de chômage, certes toujours haut (10,4%), mais au plus bas depuis 10 ans. Cependant, le pays connaît de nombreux problèmes, notamment un retard dans le développement de ses infrastructures et la persistance de fortes inégalités entre les différentes régions. En outre, les secteurs de l'éducation et de la santé sont en attente de réformes. A la fin du mois de février, les

enseignants et les personnels médicaux ont manifesté pour demander des augmentations de salaires. Robert Fico s'est alors engagé à augmenter de 25% les salaires des enseignants en cas de victoire le 5 mars.

Le Premier ministre sortant a fait campagne sur la défense de la Slovaquie face aux migrants. « *Nous ne laisserons jamais entrer un seul musulman en Slovaquie ni ne créerons aucune communauté musulmane ici, car les musulmans représentent un sérieux risque pour la sécurité* » a-t-il déclaré dans l'un de ses meetings de campagne à Bratislava. Robert Fico refuse que son pays accueille des réfugiés comme le prévoit l'engagement pris par Bruxelles de relocaliser 160 000 réfugiés de Syrie, d'Irak et d'Erythrée et souhaite un renforcement du contrôle des frontières, une position qui est approuvée par 89% de ses compatriotes selon les enquêtes d'opinion. Si l'on en croit les résultats, la « fermeté » exprimée par Robert Fico, loin d'avoir contenu l'extrême droite, l'aurait plutôt fait progresser. A l'automne dernier, le chef du gouvernement a déposé plainte contre la décision du Conseil européen de relocaliser les réfugiés devant la Cour de justice de l'Union européenne.

Bratislava prendra d'ailleurs, le 1er juillet prochain, la présidence du Conseil de l'Union européenne pour 6 mois. Le Premier ministre sortant a présenté les sujets qui pourraient influencer l'agenda : la crise financière, le projet Stream 2, l'éventuel retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, les menaces liées aux migrations, à la situation en Ukraine et en Syrie. « *Nous nous concentrons sur cinq domaines : la croissance économique, le renforcement du marché interne,*

l'énergie, la migration et l'élargissement et les relations extérieures » a précisé le ministre sortant des Affaires étrangères, l'indépendant Miroslav Lajcak.

QUI EST ROBERT FICO ?

Né il y a 51 ans à Topolcany (ouest du pays), Robert Fico est diplômé de droit de l'université Comenius et de l'Institut d'Etat et de droit de l'Académie slovaque des sciences de Bratislava. Il a débuté sa carrière professionnelle au sein de l'Institut du droit du ministère de la Justice avant d'être nommé, en 1994, représentant de la Slovaquie à la Cour européenne des droits de l'Homme de Strasbourg, un poste qu'il occupera durant 6 ans.

Membre du Parti communiste à partir de 1987, puis du Parti de la gauche démocratique (SDL), Robert Fico a été élu député en 1992. Il quitte son parti après les élections législatives de septembre 1998, qui voient son parti entrer au gouvernement sans qu'il obtienne de poste ministériel. Un an plus tard, en décembre 1999, il fonde Direction (SMER).

En 2006, Robert Fico est désigné Premier ministre après la victoire de son parti aux élections législatives du 17 juin 2006. Il arrive de nouveau en tête du scrutin législatif en juin 2010 mais se montre incapable de proposer une ligne d'action cohérente et de rassembler autour d'elle et n'est donc pas en mesure de former un gouvernement. Robert Fico retrouvera le pouvoir en mars 2012 après des élections législatives anticipées.

En mars 2014, il échoue à l'élection présidentielle, largement battu au 2e tour de scrutin par l'indépendant Andrej Kiska (59,38% des suffrages contre 40,61% à Robert Fico).

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.